

Art. 10. Les directeurs généraux ou les directeurs des services d'encadrement de chaque DG ou chaque service d'encadrement, ou leurs remplaçants, déterminent, en fonction des nécessités du service, quels membres du personnel doivent prêter des prestations irrégulières.

Art. 11. L'allocation pour prestations irrégulières est égale, par heure de prestation, à 50 % du 1/1 976^e du traitement annuel brut pris comme base du calcul du traitement du mois pendant lequel les prestations irrégulières ont été effectuées.

Art. 12. L'allocation est payée mensuellement à terme échu.

La fraction d'heure qu'une prestation comprend éventuellement est arrondie à l'heure supérieure si elle est égale ou supérieure à trente minutes; elle est négligée si elle n'atteint pas cette durée.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes et finales

Art. 13. Le bénéfice des allocations du présent arrêté n'est pas cumulable avec le bénéfice de tout autre avantage ou indemnité pour les mêmes prestations.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre du Climat et de l'Energie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 octobre 2009.

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Art. 10. De directeurs-generaal of stafdirecteurs van elke DG of stafdienst, of hun vervangers, bepalen, in functie van de noodwendigheden van de dienst, welke personeelsleden onregelmatige prestaties dienen te presteren.

Art. 11. De toelage voor onregelmatige prestaties is, per uur prestatie, gelijk aan 50 % van 1/1 976^e van het brutojaarloon genomen als basis voor de berekening van het loon van de maand waarin de onregelmatige prestaties verricht werden.

Art. 12. De toelage wordt maandelijks en na vervallen termijn uitbetaald.

Het gedeelte van een uur dat een prestatie eventueel omvat, wordt naar boven afgerond op het volle uur indien het gelijk is aan of meer belooft dan dertig minuten en wordt weggelaten als het deze duur niet bereikt.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen en slotbepalingen

Art. 13. Het voordeel van de toelagen van dit besluit is niet cumuleerbaar met elk ander voordeel of elke andere vergoeding voor dezelfde prestaties.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 15. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Klimaat en Energie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 2009.

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 3679

[C — 2009/11368]

16 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal relatif
aux autorisations d'emploi de systèmes de mesure non vérifiés

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris en exécution de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure.

Cette loi impose d'une façon générale que les mesurages réalisés dans le circuit économique ou pour le calcul des perceptions et restitutions soient effectués à l'aide d'instruments de mesure vérifiés (article 12).

Les opérations de vérification des instruments de mesure, essentiellement l'approbation de modèle et les vérifications primitive et périodique (article 16), ne peuvent avoir lieu que si le Roi a fixé les prescriptions concernant les conditions, la composition et la qualité métrologique de ces instruments (article 15).

Divers arrêtés fixent ces conditions pour plusieurs instruments de mesure (mesures matérialisées de longueur, compteurs de gaz, d'électricité, d'eau, de liquides autres que l'eau, taximètres, instruments de pesage, manomètres, etc.).

Cependant, les arrêtés d'exécution de la loi du 16 juin 1970 ne visent que des instruments de mesure d'usages les plus courants.

Bien que la loi de 1970 concerne tant les instruments de mesure que leurs combinaisons, les arrêtés ne couvrent pas, quant à eux, les "systèmes de mesure" constitués non seulement d'une combinaison d'instruments de mesure mais aussi des systèmes d'acquisition, de traitement et de transmission des données directement couplés à ces instruments et de tous leurs accessoires.

Il est donc nécessaire d'autoriser, au cas par cas, l'usage d'instruments non vérifiés au sens de la loi lorsqu'il s'agit de systèmes de mesure particuliers utilisés dans des conditions spécifiques pour lesquels il n'est pas possible ou raisonnable de définir, préalablement à toute mise en service, les conditions d'utilisation ou les qualités métrologiques par des dispositions légales spécifiques.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 3679

[C — 2009/11368]

16 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit betreffende
de gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen wordt genomen in uitvoering van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen.

Bij deze wet wordt algemeen opgelegd dat de metingen die in het economisch verkeer of voor de berekening van heffingen en restituties uitgevoerd worden, met geijkte meetwerktuigen moeten worden verricht (artikel 12).

Ijkverrichtingen van meetinstrumenten, voornamelijk de modelgoedkeuring, de eerste ijk en de herijk (artikel 16), mogen slechts uitgevoerd worden wanneer de Koning de voorschriften heeft gegeven omtrent de voorwaarden, de samenstelling en de meeteigenschappen van deze werktuigen (artikel 15).

Verschillende besluiten bepalen deze voorwaarden voor een aantal meetinstrumenten (stoffelijke lengtematen, meters voor gas, elektriciteit, water en vloeistoffen andere dan water, taxameters, weegwerktuigen, manometers, enz.).

De uitvoeringsbesluiten van de wet van 16 juni 1970 hebben echter enkel betrekking op de meest gebruikelijke meetwerktuigen.

Hoewel de wet van 1970 zowel betrekking heeft op de meetwerktuigen als op hun combinaties, omvatten de besluiten niet de "meetsystemen" bestaande uit niet alleen een combinatie van meetinstrumenten maar ook uit systemen voor het verzamelen, verwerken en doorsturen van gegevens, die rechtstreeks aan deze instrumenten gekoppeld zijn, en uit hun toebehoren.

Het is dus nodig om, geval per geval, het gebruik van werktuigen die niet geijkt zijn in de zin van de wet toe te staan wanneer het gaat om bijzondere meetsystemen die onder specifieke voorwaarden gebruikt worden, waarvoor het niet mogelijk of redelijk is om, vóór elke indienstelling, de gebruiksvoorwaarden of de meeteigenschappen in specifieke wettelijke bepalingen te definiëren.

Il est de plus nécessaire d'offrir une garantie de la qualité métrologique de ces systèmes de mesure afin d'assurer la transparence et la loyauté des opérations et des transactions qui se basent sur ces systèmes de mesure.

Actuellement, de pareils systèmes de mesure ne peuvent être utilisés dans le circuit commercial que sur base d'une autorisation d'emploi octroyée par le Ministre ayant le Service de la Métrologie dans ses attributions et délivrée en application de l'article 4 de la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les Poids et Mesures. Cette base légale est pour le moins précaire et obsolète.

L'objectif du présent arrêté est de mettre en accord avec les dispositions de la loi du 16 juin 1970 l'usage de systèmes de mesure particuliers pour lesquels il paraît peu judicieux de créer des dispositions législatives spécifiques. Il vise à rendre la réglementation fiable, claire et transparente pour le marché, à offrir des garanties pour les opérateurs et pour leurs clients mais aussi à permettre une adaptation rapide aux évolutions technologiques.

Cet arrêté permettra au Service de la Métrologie du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie d'accorder des dérogations particulières à l'obligation d'utiliser un instrument de mesure vérifié et d'encadrer ces dérogations.

En effet, l'article 31 de la loi du 16 juin 1970 prévoit la possibilité de déroger de manière générale ou particulière à l'obligation d'utiliser des instruments de mesure vérifiés. Cet article stipule que le Roi peut charger les services, autorités et organismes publics qu'il désigne d'accorder des dérogations particulières. Ces dérogations ne peuvent être accordées que sur demande.

Ce pouvoir de dérogation particulière devrait être confié au Service qui est déjà chargé de l'exécution des prestations métrologiques visées par la loi du 16 juin 1970.

Ce choix se justifie par le fait que ce service dispose du personnel nécessaire à l'examen des dossiers de nature très technique et de l'expertise pour juger de l'adéquation entre les caractéristiques métrologiques du système de mesure et l'usage qui en sera normalement fait. Ce service dispose d'une expertise acquise notamment dans l'octroi des approbations de modèles prévu par la loi de 1970 et dans l'examen des actuelles demandes d'autorisations d'emploi. Ce service peut exercer les éventuels contrôles, et le cas échéant, retirer l'autorisation dans des délais raisonnables.

Comme exemple concret de ce processus d'autorisation d'emploi, il y a le cas des stations de comptage de gaz naturel installées sur le réseau de transport ou sur la distribution directe à de gros consommateurs comme une centrale électrique. La libéralisation du marché de l'énergie a conduit à ce que les opérations de fourniture, de transport et de distribution de gaz soient réalisées par des intervenants différents.

Les stations de comptage établies sur le réseau de transport sont des "systèmes de mesure" comportant différents appareils de mesure ainsi que des systèmes électroniques et informatiques servant à l'acquisition, au traitement et à la transmission des données. Les instruments utilisés ne sont, pour la plupart, pas concernés par les réglementations exécutant la loi du 16 juin 1970 mais les transactions commerciales entre les différentes entreprises se basent sur les mesures effectuées qui doivent donc prouver leur fiabilité.

Ce projet d'arrêté a également pour objet de fixer la date d'entrée en vigueur des points 7°, 8°, 10° et 11° de l'article 34 de la loi du 16 juin 1970. Cet article abroge des législations devenues obsolètes, notamment la loi de 1855 sur les Poids et Mesures.

En conclusion, cet arrêté royal permettra d'abroger les dernières dispositions encore en vigueur de la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les Poids et Mesures, devenues obsolètes. Il mettra en place un instrument rapide et souple pour garantir la qualité métrologique des instruments et des systèmes de mesure utilisés lors de transactions commerciales mais pour lesquels une procédure plus longue de vérification ne se révèle pas judicieuse.

Telle est la portée de l'arrêté qui est soumis à Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Daarnaast moeten de meeteigenschappen van deze meetinstrumenten gegarandeerd worden om de doorzichtigheid en de eerlijkheid van de verrichtingen en de transacties die op deze meetssystemen gebaseerd zijn, te verzekeren.

Momenteel mogen dergelijke meetssystemen in het economisch verkeer enkel gebruikt worden op basis van een gebruiksvergunning toegekend door de Minister bevoegd voor de Metrologische Dienst en afgeleverd met toepassing van het artikel 4 van de wet van 1 oktober 1855 betreffende de Maten en Gewichten. Deze wettelijke basis is op zijn minst bedenkelijk en verouderd.

Dit besluit heeft als doel het gebruik van bijzondere meetssystemen waarvoor het onverstandig lijkt om specifieke wetsbepalingen uit te werken, in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de wet van 16 juni 1970. Het strekt ertoe de reglementering betrouwbaar, duidelijk en doorzichtig te maken voor de markt, garanties te bieden voor de operatoren en voor hun klanten maar beoogt ook een snelle aanpassing aan de technologische evoluties.

Aan de hand van dit besluit zal de Metrologische Dienst van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie bijzondere afwijkingen van de verplichting om een geïk meetwerktuig te gebruiken kunnen toestaan en deze afwijkingen kunnen omkaderen.

Artikel 31 van de wet van 16 juni 1970 voorziet inderdaad in de mogelijkheid om bij wijze van algemene of bijzondere bepaling af te wijken van de verplichting om geïk meetinstrumenten te gebruiken. Dit artikel bepaalt dat de Koning de diensten, overheden en openbare instellingen die Hij aanwijst kan gelasten bijzondere afwijkingen toe te staan. Deze afwijkingen kunnen niet dan op aanvraag worden toegestaan.

Deze bevoegdheid tot bijzondere afwijking zou moeten toevertrouwd worden aan de Dienst die al belast is met de uitvoering van de metrologische prestaties bedoeld in de wet van 16 juni 1970.

Deze keuze wordt verantwoord door het feit dat deze dienst over het nodige personeel beschikt voor het onderzoek van zeer technische dossiers en over de expertise om te oordelen over de onderlinge afstemming van de metrologische kenmerken van het meetstelsel en het gebruik dat er normaliter zal van gedaan worden. Deze dienst heeft onder meer zijn expertise opgedaan in het kader van de toekenning van de modelgoedkeuringen voorzien bij de wet van 1970, en van het onderzoek van de huidige aanvragen tot gebruiksvergunningen. Deze dienst kan de eventuele controles uitvoeren, en in voorkomend geval, de vergunning binnen redelijke termijnen intrekken.

Als concreet voorbeeld van dit proces van gebruiksvergunning noemt men de tellingstations van aardgas geïnstalleerd op het transportnetwerk of op de rechtstreekse distributie aan grote verbruikers zoals een elektrische centrale. Door de liberalisering van de energiemarkt worden de voorziening, het vervoer en de distributie van aardgas uitgevoerd door verschillende partijen.

De tellingstations op het distributienetwerk zijn "meetssystemen" bestaande uit meerdere meettoestellen en uit elektronische en computersystemen voor de verzameling, de verwerking en de doorzending van de gegevens. De gebruikte instrumenten zijn, voor het grootste deel, niet betrokken bij de reglementeringen tot uitvoering van de wet van 16 juni 1970 maar de handelstransacties tussen de verschillende ondernemingen zijn gebaseerd op de uitgevoerde metingen die de betrouwbaarheid ervan moeten aantonen.

Dit ontwerpbesluit heeft ook als doel de datum vast te stellen voor de inwerkingtreding van de punten 7°, 8°, 10° en 11° van het artikel 34 van de wet van 16 juni 1970. Dit artikel heft wetgevingen op die verouderd zijn, onder andere de wet van 1855 betreffende de Maten en Gewichten.

Kortom, dit koninklijk besluit zal het mogelijk maken de laatste vigerende bepalingen van de wet van 1 oktober 1855 betreffende de Maten en Gewichten, die nu verouderd zijn, op te heffen. Het zal een snel en soepel instrument invoeren om de meeteigenschappen van de werktuigen en meetssystemen, die worden gebruikt voor handelstransacties maar waarvoor een langere ijkprocedure niet verantwoord lijkt, te garanderen.

Dit is de draagwijdte van het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE

AVIS 46.880/1 DU 7 JUILLET 2009
DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 12 juin 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "concernant les autorisations d'emploi prévues par la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure", a donné l'avis suivant :

PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de fixer un certain nombre de règles relatives à la demande et à la délivrance par le Service métrologique d'une autorisation d'emploi pour des systèmes de mesure non vérifiés qui, par dérogation à l'article 12 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, peuvent encore être utilisés dans le circuit économique. Le projet règle également la validité des autorisations d'emploi qui ont été délivrées en application de la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les poids et mesures et met en vigueur certains éléments de la disposition abrogatoire de l'article 34 de la loi du 16 juin 1970 précitée.

Les règles en projet trouvent un fondement juridique non seulement aux articles 31 et 35 de la loi du 16 juin 1970, auxquels fait référence le premier alinéa du préambule du projet, mais également à l'article 30 de la même loi, qui donne notamment pouvoir au Roi de fixer les modalités relatives aux prestations visées à l'article 30, § 1^{er}, de la loi, le montant des frais afférents à ces prestations et d'en régler le mode de perception.

EXAMEN DU TEXTE

Intitulé

Le terme "autorisations d'emploi" ne figure pas dans la loi du 16 juin 1970. On peut par conséquent envisager de rédiger l'intitulé du projet comme suit :

« Arrêté royal relatif aux autorisations d'emploi de systèmes de mesure non vérifiés ».

Préambule

1. Eu égard notamment à l'observation relative au fondement juridique du projet, on écrira à la fin du premier alinéa du préambule : "... et instruments de mesure, l'article 30, remplacé par la loi du 21 février 1986 et modifié par les lois des 9 juillet 2004 et 20 juillet 2006, l'article 31, modifié par la loi du 6 mai 2009, et l'article 35;".

2. Le deuxième alinéa du préambule du projet fait référence à la communication faite à la Commission européenne le 8 octobre 2008, en application de l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la Directive 98/34/CE (1). La formalité concernée ne se limite toutefois pas à la seule communication du projet, mais requiert également le respect d'un délai d'attente qui prend cours à la date de la réception de la communication par la Commission européenne et, le cas échéant, l'établissement d'un rapport complémentaire destiné à celle-ci. Afin d'indiquer que ces diverses formalités ont été accomplies, il serait préférable d'écrire dans le deuxième alinéa du préambule :

« Considérant qu'il a été satisfait aux formalités prévues par la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (notification 2008/427/B);".

3. L'article 31 de la loi du 16 juin 1970 impose de motiver le projet. Une motivation doit par conséquent compléter le préambule. Le fait que le projet sera accompagné d'un rapport au Roi n'y change rien. C'est en effet le préambule de l'arrêté qui doit faire apparaître que cette formalité substantielle est remplie.

Article 5

Dans le texte néerlandais de l'article 5, on écrira : « ... waarin gespecificeerd wordt wat de samenstelling van het meetstelsel, de gebruiksvereisten, het te verwachten gebruik zijn, alsook de eventuele controles die het moet ondergaan om na te gaan of het nog aan deze vereisten voldoet. Deze controles worden uitgevoerd volgens de nadere regels bepaald... » (2).

ADVIES 46.880/1 VAN 7 JULI 2009 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, eerste kamer, op 12 juni 2009 door de Minister van Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de gebruiksvergunningen voorzien bij de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen", heeft het volgende advies gegeven :

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een aantal regels vast te stellen met betrekking tot de aanvraag en de afgifte van een gebruiksvergunning door de Metrologische Dienst voor niet-geijkte meetsystemen die, in afwijking van artikel 12 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, alsnog in het economisch verkeer mogen worden gebruikt. Daarnaast regelt het ontwerp de geldigheid van de gebruiksvergunningen die zijn afgegeven met toepassing van de wet van 1 oktober 1855 op de maten en gewichten, en worden sommige onderdelen van de opheffingsbepaling van artikel 34 van de voornoemde wet van 16 juni 1970 in werking gesteld.

De ontworpen regeling vindt, benevens in de artikelen 31 en 35 van de wet van 16 juni 1970 waarnaar wordt verwezen in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, tevens rechtsgrond in artikel 30 van dezelfde wet waarin de Koning onder meer wordt opgedragen om de nadere regelen vast te stellen met betrekking tot de verrichtingen, bedoeld in artikel 30, § 1, van de wet, om het bedrag van de kosten te bepalen die zijn verbonden aan de voornoemde verrichtingen en om de wijze van inning ervan te regelen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Opschrift

De term "gebruiksvergunningen" komt niet voor in de wet van 16 juni 1970. Daarom kan worden overwogen om het opschrift van het ontwerp te redigeren als volgt :

« Koninklijk besluit betreffende de gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen ».

Aanhef

1. Mede rekening houdend met hetgeen omtrent de rechtsgrond van het ontwerp is opgemerkt, schrijve men aan het einde van het eerste lid van de aanhef : "... en de meetwerktuigen, artikel 30, vervangen bij de wet van 21 februari 1986 en gewijzigd bij de wetten van 9 juli 2004 en 20 juli 2006, artikel 31, gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, en artikel 35;".

2. In het tweede lid van de aanhef van het ontwerp wordt gerefereerd aan de mededeling aan de Europese Commissie die op 8 oktober 2008 heeft plaatsgevonden met toepassing van artikel 8, lid 1, van Richtlijn 98/34/EG (1). Het betrokken vormvereiste blijft evenwel niet beperkt tot louter het notificeren van het ontwerp, maar impliceert tevens de naleving van een wachtermijn die aanvangt vanaf de datum van ontvangst van de notificatie door de Europese Commissie en, in voorkomend geval, een bijkomende verslaggeving ten behoeve van de Europese Commissie. Teneinde er blijk van te geven dat aan deze onderscheiden vormvereisten is tegemoet gekomen, wordt in het tweede lid van de aanhef beter geschreven :

« Overwegende dat voldaan werd aan de vormvoorschriften vervat in Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij (notificatie 2008/427/B); ».

3. Het ontworpen besluit dient overeenkomstig artikel 31 van de wet van 16 juni 1970 met redenen te worden omkleed. De aanhef dient derhalve met een motivering te worden aangevuld. Het gegeven dat het besluit zal worden vergezeld van een verslag aan de Koning doet geen afbreuk aan die vaststelling. De naleving van het betrokken substantieel vormvoorschrift dient immers te blijken uit de aanhef van het besluit.

Artikel 5

In de Nederlandse tekst van artikel 5 van het ontwerp schrijve men : « ... waarin gespecificeerd wordt wat de samenstelling van het meetstelsel, de gebruiksvereisten, het te verwachten gebruik zijn, alsook de eventuele controles die het moet ondergaan om na te gaan of het nog aan deze vereisten voldoet. Deze controles worden uitgevoerd volgens de nadere regels bepaald... » (2).

Article 7

Bien que le délégué soit d'avis que le demandeur sera, en pratique, toujours le propriétaire du système de mesure, il estime qu'il vaudrait mieux remplacer les mots "au propriétaire du système de mesure", à l'article 7 du projet, par les mots "au demandeur". Eu égard à la conception de l'article 30 de la loi du 16 juin 1970, on peut se rallier à ce point de vue.

En ce qui concerne la "prestation de tiers", mentionnée à la fin de l'article 7, le délégué précise ensuite ce qui suit :

« les prestations visées ici peuvent être, par exemple, la location d'un appareil de mesure rare (comme un chromatographe), la constitution d'un dossier technique par un consultant ou un organisme étranger, la traduction de certains documents,... Ces prestations ne peuvent pas être fixées par le Roi car elles doivent dépendre du marché et être soumises à une libre concurrence ».

Dans un souci de clarté, le rapport au Roi pourrait préciser la notion de "prestation de tiers".

Article 8

Dans le texte néerlandais, on remplacera le terme incorrect "afgeleverd" par le terme "afgegeven" ou "uitgereikt".

Article 9

Le début du texte néerlandais de l'article 9 du projet sera rédigé comme suit : "Artikel 34, 7°, 8°, 10° en 11°, van de wet van... ».

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert en W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat;

M. Rigaux et L. Denys, assesseurs de la section de législation;

Mme M. Verschraeghen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. D. Van Eeckhoutte, auditeur adjoint.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme.

Le greffier,

M. Verschraeghen.

Le président,

M. Van Damme

Notes

(1) Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

(2) Conformément au texte néerlandais de l'article 4 du projet, le proposition de texte mentionne "het te verwachten gebruik" et non pas "het voorziene gebruik".

16 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal relatif aux autorisations d'emploi de systèmes de mesure non vérifiés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, l'article 30, remplacé par la loi du 21 février 1986 et modifié par les lois des 9 juillet 2004 et 20 juillet 2006, l'article 31 modifié par la loi du 6 mai 2009, et l'article 35;

Considérant qu'il a été satisfait aux formalités prévues par la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (notification 2008/0427/B);

Considérant que des systèmes de mesure particuliers, utilisés dans des conditions spécifiques, pour lesquels il n'est pas possible ou raisonnable de définir, préalablement à toute mise en service, les conditions d'utilisation ou les qualités métrologiques par des dispositions légales spécifiques, sont cependant utilisés dans le circuit économique et doivent, de ce fait, offrir une garantie de qualité métrologique afin d'assurer la transparence et la loyauté des opérations et des transactions qui se basent sur ces systèmes de mesure;

Artikel 7

Alhoewel in de praktijk de aanvrager volgens de gemachtigde steeds de eigenaar van het meetsysteem zal zijn, worden de woorden "aan de eigenaar van het meetsysteem", in artikel 7 van het ontwerp, volgens hem best vervangen door de woorden "aan de aanvrager". Dit standpunt kan worden bijgetreden, gelet op de wijze waarop artikel 30 van de wet van 16 juni 1970 is geconcipieerd.

Voorts verduidelijkte de gemachtigde in verband met de "prestatie van derden", waarvan melding wordt gemaakt aan het einde van artikel 7, het volgende :

« les prestations visées ici peuvent être, par exemple, la location d'un appareil de mesure rare (comme un chromatographe), la constitution d'un dossier technique par un consultant ou un organisme étranger, la traduction de certains documents,... Ces prestations ne peuvent pas être fixées par le Roi car elles doivent dépendre du marché et être soumises à une libre concurrence ».

Ter wille van de duidelijkheid zou het begrip "prestatie van derden" nader kunnen worden toegelicht in het verslag aan de Koning.

Artikel 8

In de Nederlandse tekst vervange men de incorrecte term "afgeleverd" door de term "afgegeven" of "uitgereikt".

Artikel 9

Men late artikel 9 van het ontwerp in de Nederlandse tekst aanvangen als volgt : « Artikel 34, 7°, 8°, 10° en 11°, van de wet van... ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert en W. Van Vaerenbergh, staatsraden;

M. Rigaux en L. Denys, assessoren van de afdeling Wetgeving;

Mevr. M. Verschraeghen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer D. Van Eeckhoutte, adjunct-auditeur.

De griffier,

M. Verschraeghen.

De voorzitter,

M. Van Damme.

Nota's

(1) Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

(2) In overeenstemming met artikel 4 van het ontwerp wordt in het tekstvoorstel melding gemaakt van "het te verwachten gebruik" en niet van "het voorziene gebruik".

16 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit betreffende de gebruiksvergunningen voor niet-geijekte meetsystemen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, artikel 30, vervangen bij de wet van 21 februari 1986 en gewijzigd bij de wetten van 9 juli 2004 en 20 juli 2006, artikel 31 gewijzigd bij de wet van 6 mei 2009, en artikel 35;

Overwegende dat voldaan werd aan de vormvoorschriften vervat in Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij (notificatie 2008/0427/B);

Overwegende dat bijzondere meetsystemen, gebruikt onder specifieke voorwaarden, waarvoor het niet mogelijk of redelijk is om, vóór elke indienstelling, de gebruiksvoorwaarden of de meeteigenschappen in specifieke wettelijke bepalingen te definiëren, evenwel in het economisch verkeer worden gebruikt en daarom een metrologische kwaliteitsgarantie moeten bieden om de doorzichtigheid en de eerlijkheid van de verrichtingen en de transacties die op deze meetsystemen gebaseerd zijn, te garanderen;

Considérant que ce pouvoir de dérogation particulière devrait être confié au Service qui est déjà chargé de l'exécution des prestations métrologiques visées par la loi du 16 juin 1970 et que ce choix se justifie par le fait que ce service dispose du personnel nécessaire à l'examen des dossiers de nature très technique et de l'expertise pour juger de l'adéquation entre les caractéristiques métrologiques du système de mesure et l'usage qui en sera normalement fait;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 24 mars 2009;

Vu l'avis 46.880/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o Autorisation d'emploi : dérogation prévue à l'article 31 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure à l'obligation d'utiliser un instrument de mesure vérifié conformément à l'article 12 de la même loi;

2^o Système de mesure : ensemble d'un ou de plusieurs instruments de mesure et souvent d'autres dispositifs, comprenant si nécessaire réactifs et alimentation, assemblés et adaptés pour fournir des informations destinées à obtenir des valeurs mesurées dans des intervalles spécifiés pour des grandeurs de nature spécifiée.

Art. 2. Les systèmes de mesure non vérifiés au sens de la loi précitée mais pour lesquels une autorisation d'emploi est délivrée par le Service de la Métrologie du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie conformément au présent arrêté peuvent être utilisés dans le circuit économique.

Art. 3. La demande d'autorisation d'emploi doit être introduite auprès du Service de la Métrologie accompagnée de tout document nécessaire à la vérification du système de mesure démontrant que les exigences attendues sont remplies.

Art. 4. Le système de mesure doit notamment présenter une qualité métrologique adaptée à l'usage prévisible qui en sera fait ainsi qu'aux exigences légales ou contractuelles imposées aux mesurages réalisés avec lui.

Art. 5. Pour chaque système de mesure, le Service de la Métrologie délivre un certificat d'autorisation d'emploi qui est accompagné d'une documentation technique où sont notamment spécifiés la composition du système de mesure, ses exigences d'utilisation et son usage prévisible ainsi que les éventuels contrôles auxquels il doit être soumis pour vérifier s'il satisfait encore à ces exigences. Ces contrôles sont réalisés selon les modalités prévues par le Service de la Métrologie.

Art. 6. Les systèmes de mesure faisant l'objet d'une autorisation d'emploi doivent porter des signes d'approbation et de scellement selon les modalités définies par le Service de la Métrologie.

Art. 7. Le montant facturé par le Service de la Métrologie au demandeur est calculé sur base d'un tarif horaire de 80 euros par personne. Toute prestation de tiers est à charge du demandeur.

Art. 8. Les autorisations d'emploi délivrées sur base de la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les poids et mesures restent valables jusqu'à leur date d'expiration, et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2011.

Art. 9. L'article 34, 7^o, 8^o, 10^o et 11^o de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure entre en vigueur.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2009.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,
V. VAN QUICKENBORNE

Overwegende dat deze bevoegdheid tot bijzondere afwijking zou moeten toevertrouwd worden aan de Dienst die al belast is met de uitvoering van de metrologische verrichtingen bedoeld in de wet van 16 juni 1970 en dat deze keuze wordt verantwoord door het feit dat deze dienst over het nodige personeel beschikt voor het onderzoek van zeer technische dossiers en over de expertise om te oordelen over de onderlinge afstemming van de metrologische kenmerken van het meetstelsel en het gebruik dat er normaliter zal van gedaan worden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 november 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 24 maart 2009;

Gelet op het advies 46.880/1 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o Gebruiksvergunning : afwijking voorzien in artikel 31 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, van de verplichting om een geijkt meetwerktuig te gebruiken, conform artikel 12 van dezelfde wet;

2^o Meetstelsel : geheel van één of meer meetwerktuigen en dikwijls andere inrichtingen, indien nodig uitgerust met terugkoppelingen en voeding, die samengevoegd en aangepast zijn om informatie te verstrekken teneinde waarden te bekomen die met bepaalde tussen-tijden gemeten worden voor grootheden van welbepaalde aard.

Art. 2. De meetsystemen die niet geijkt zijn in de zin van de voornoemde wet maar voor dewelke een gebruiksvergunning werd afgeleverd door de Metrologische Dienst van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie conform dit besluit mogen in het economisch verkeer gebruikt worden.

Art. 3. De aanvraag tot gebruiksvergunning moet ingediend worden bij de Metrologische Dienst samen met de nodige documenten voor het ijken van het meetstelsel waarbij aangetoond wordt dat de verwachte eisen vervuld zijn.

Art. 4. Het meetstelsel moet onder meer een metrologische kwaliteit hebben die aangepast is aan het te verwachten gebruik ervan en aan de wettelijke of contractuele eisen die gelden voor de ermee uitgevoerde metingen.

Art. 5. Voor elk meetstelsel levert de Metrologische Dienst een certificaat van gebruiksvergunning af, samen met een technische documentatie waarin onder andere de samenstelling van het meetstelsel, de gebruiksvereisten en het te verwachten gebruik gespecificeerd zijn, alsook de eventuele controles die het moet ondergaan om na te gaan of het nog aan deze vereisten voldoet. Deze controles worden uitgevoerd volgens de nadere regels bepaald door de Metrologische Dienst.

Art. 6. De meetsystemen waarvoor een gebruiksvergunning afgeleverd wordt moeten tekens van goedkeuring en verzegeling dragen volgens de regels bepaald door de Metrologische Dienst.

Art. 7. Het bedrag dat door de Metrologische Dienst aan de aanvrager wordt aangerekend, is berekend op basis van een uurtarief van 80 euro per persoon. Elke prestatie van derden valt ten laste van de aanvrager.

Art. 8. De gebruiksvergunningen afgeleverd op basis van de wet van 1 oktober 1855 betreffende de Maten en Gewichten blijven geldig tot hun vervaldag, en ten laatste tot 1 januari 2011.

Art. 9. Artikel 34, 7^o, 8^o, 10^o en 11^o van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen treedt in werking.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen,
V. VAN QUICKENBORNE